



Réunion bilatérale SEP2B

Evolution de l'organisation des missions sécurité sur le site de Nantes Doumergue

18 mai 2021

Flash

Participants :

SEP2B : A. MOREAU, L. LAMY et A. DUMONT

FO : S. SAIDI, M-C. KERAMBELLEC et T. FERRANDIZ

Cette réunion a été organisée à la demande de SEP2B pour faire un point sur les perspectives d'externalisation des missions sécurité sur le site de Nantes Doumergue. **Retrouvez l'ensemble des questions posées par FO. Les réponses de l'administration sont disponibles dans notre compte-rendu détaillé.**

FO fait remarquer qu'il est regrettable que ce temps d'échange avec les OS ait eu lieu séparément d'autant plus que le GT préparatoire au CTS de SEP2 a été annulé. Le document de travail a été transmis uniquement ce matin ! SEP2 met FO devant le fait accompli et présente cette externalisation comme une solution idéale, ce qui n'est pas le cas !

Sur l'assurance du maintien de la rémunération, FO indique que le prestataire fera des gardes, par conséquent les agents n'effectueront plus d'heures supplémentaires, il y a donc assurément une perte de rémunération !

FO s'étonne que les agents du service de sécurité n'aient plus souhaité faire d'astreintes. Assurément, les agents auraient sans doute préféré que l'administration fasse appel à des fonctionnaires plutôt qu'à un prestataire. C'est également le souhait de FO et d'autres OS.

FO demande si cette projection à échéance de 2030 a été réalisée suite à un sondage.

FO demande quel sera le fonctionnement lorsque le processus sera à plein régime. L'administration va-t-elle procéder à des recrutements de fonctionnaires ?

FO demande si le bâtiment de Nantes Doumergue contient de l'amiante.

FO demande si, à termes, l'administration envisage de procéder au même principe d'externalisation sur les sites de Bercy (Colbert, Vauban, CASC, PMF).

FO fait état de la diminution des effectifs du PC Sécurité de Bercy et demande si des recrutements sont prévus.

FO revient sur sa demande, refusée par SEP2, de réduire les équipes de sécurité à 9 agents au lieu de 14 durant la période de crise sanitaire. Cette requête avait été formulée en raison de la diminution des personnels présents sur le site de Bercy, dans un souci d'équité avec les autres services et aussi pour éviter un « cluster » dans ce service où 28 agents sont amenés à se croiser chaque jour.

FO demande si les phases de test ont déjà démarrées avec le prestataire.

Dans le cadre de l'appel d'offres lancé pour une mise en œuvre du marché au 1/10/21, FO demande sur quels critères le choix du prestataire sera fait (qualité, coût financier). L'administration procèdera-t-elle aux vérifications qui s'imposent concernant les entreprises ?

FO revient sur le souhait des agents de pouvoir disposer de la journée de lundi, si le vendredi ne peut pas être accepté à ce stade par l'administration.

FO fait état d'un manque de communication auprès des agents du service.

FO demande si l'administration a trouvé une solution quant au souhait des agents de ne pas partager leur base de vie avec le prestataire.